

Défis éducationnels

Pendant des décennies, l'un des principaux défis est de favoriser la persévérance scolaire des jeunes. D'une part, les jeunes inscrits manquent souvent les classes. Un rapport d'assiduité scolaire produit par l'inspecteur d'écoles J.-E. Genest LaBarre, confirme que sur les 1 703 élèves inscrits aux cinq écoles de la Commission scolaire sherbrookoise en 1908-09, l'assistance moyenne est de 1 358 élèves ; soit un taux d'environ 79,5 %¹. D'autre part, les inscriptions sont insuffisantes, les jeunes écoliers terminant leur formation scolaire prématurément. On note que pour l'ensemble du Québec, au milieu des années 1910, « seulement 4 % des écoliers catholiques sont inscrits en 5^e année, et à peine 1 % en 7^e année ». Comme le précise l'historienne Andrée Dufour, « le travail des enfants est fréquent dans une province caractérisée par une industrie légère, où le besoin d'une force de travail scolarisée est faible, et par une agriculture où domine la ferme familiale d'autosubsistance »². C'est bien ce que constate l'inspecteur d'écoles catholiques des Cantons de l'Est, Michael T. Stenson. Ce dernier explique en partie l'amélioration de l'assiduité en 1870 par « l'abondance de la récolte qui a permis à nos fermiers d'envoyer leurs enfants plus régulièrement à l'école »³.

Afin de favoriser la persévérance scolaire, on encourage l'émulation en misant, entre autres, sur les remises annuelles de prix et de distinctions. L'inspecteur Stenson est visiblement fier de son nouveau système de distribution de prix mis en place en 1881-82 : « qui consiste à laisser aux soins de l'institutrice, dans chaque école, lors de ma première visite, un certain nombre de livres de prix pour être distribués à la visite suivante »⁴. En décembre 1922, les commissaires sherbrookoises y vont aussi de leur propre initiative en

¹ BCECRCS, *Livre des minutes*, 19 juillet 1905 au 17 mai 1930, p. 89-90.

² A. Dufour, *Histoire de l'éducation au Québec*, p. 57-58.

³ *Rapport du Ministre de l'Instruction publique de la Province de Québec pour l'année 1870, et partie de l'année 1871*, p. 30.

⁴ *Rapport du Surintendant de l'Instruction publique de la Province de Québec, pour l'année 1881-82*, p. 142.

décernant une médaille d'or à chacun des élèves qui termine la 8^e année⁵ ; c'est-à-dire les finissants du cours académique⁶.

La situation s'améliore progressivement. Se référant au rapport annuel de l'inspecteur Camille Girard sur la question des classes supérieures à Sherbrooke, l'inspecteur régional J.-Eugène Lamarre constate avec grande satisfaction, au sortir de l'année scolaire 1941-42 : « En 1930, 146 élèves étaient inscrits dans les 7^e et 8^e années. Cette année, en 1942, on en trouve 363 en 7^e, 191 en 8^e, 103 en 9^e, 48 en 10^e et 14 en 11^e année ; soit un total de 719. Ces chiffres parlent par eux-mêmes »⁷. L'adoption de la Loi sur la fréquentation scolaire obligatoire pour les enfants de 6 à 14 ans, en mai 1943, accélère la tendance. Les taux de scolarisation font un bond significatif. On considère que si, au début des années 1960, environ 30 % des élèves atteignent la 9^e année et 14 % la 11^e année, en 1985, « l'immense majorité des jeunes terminent la 3^e année du secondaire et 72 % obtiennent un diplôme d'études secondaires »⁸. Cela dit, la lutte contre le décrochage scolaire est toujours d'actualité. Le décrochage des jeunes garçons fait particulièrement la manchette. À preuve, en avril 2007, les commissaires autorisent la signature d'une entente avec l'Université de Sherbrooke pour la création d'une « Chaire de recherche de la CSRS sur la réussite et la persévérance scolaire des élèves » ; la CSRS financera le projet pour cinq ans à raison de 250 000 \$ maximum par année⁹.

La question de la persévérance scolaire n'est d'ailleurs pas la seule réflexion d'ordre pédagogique qui transcende les générations. À titre d'exemple, une thématique qui retient l'attention de nos jours revient périodiquement sous les projecteurs : la pertinence de l'enseignement magistral. La problématique de l'enseignement magistral renvoie évidemment au débat actuel sur la réforme scolaire. Bien que formulées dans un tout autre contexte, les recommandations pédagogiques de l'inspecteur d'écoles Camille Girard mettent en doute les stratégies traditionnelles de transmission du savoir, et ce, dès

⁵ BCECRCS, *Livre des minutes*, 19 juillet 1905 au 17 mai 1930, p. 421.

⁶ Voir annexe 6, pour un tableau-synthèse des programmes d'éducation publics au Québec.

⁷ *Rapport du Surintendant de l'Instruction publique de la Province de Québec, pour l'année 1941-42*, Québec, Imprimé par Rédempti Paradis (Imprimeur du Roi), 1943, p. 79.

⁸ A. Dufour, *Histoire de l'éducation au Québec*, p. 91.

⁹ CSRS, *Livre des délibérations du CC*, 16 janvier 2007 au 30 juin 2009, p. 36-37.

les années 1930. Voici comment, en mai 1943, il encourage les enseignants à utiliser une approche dite « intuitive », où l'élève joue un rôle de premier plan dans son propre apprentissage :

Ne l'oublions pas, tout réside dans la méthode et il n'y a qu'une seule méthode, faire trouver au moyen de procédés intuitifs, ce qu'on veut enseigner, c'est ainsi que l'on crée chez l'enfant la capacité de l'action personnelle, qu'on le rend capable de faire quelque chose par lui-même¹⁰.

Insistant tout au long de sa carrière sur cette approche qu'il juge visiblement révolutionnaire, il précise, en 1958, qu'il faut « donner aux élèves des habitudes de travail, une formation intellectuelle plutôt qu'une accumulation immédiate du plus grand nombre de connaissances ». En d'autres mots, il faut « éviter le verbalisme qui consiste à apprendre et à retenir de mémoire ce qui est nécessaire pour passer un examen sans souci d'assimilation »¹¹. Il n'est pas question ici de faire de M. Camille Girard un précurseur de la présente réforme scolaire, mais il demeure que les similitudes sont significatives et qu'elles mettent en perspective les débats contemporains.

¹⁰ BCECRCS, *Livre des minutes*, 13 juillet 1937 au 13 septembre 1943, Centre administratif de la CSRS, Gestion documentaire, p. 272.

¹¹ BCECRCS-CECS, *Livre des minutes*, 9 octobre 1956 au 2 mai 1959, p. 176.